

**L'intelligence économique et l'Europe**  
**Diner débat avec Alain Juillet**

**INHES et IHEDN**  
**19 juin 2007**

Compte-rendu : Philippe Madelin

**Chapô**

Ce fut en quelque sorte notre congrès d'été : sur proposition de Christian Frémaux l'Association des Auditeurs de l'INHES a lié ses efforts aux associations d'auditeurs de l'IHEDN, du CHEAR et de l'IRES pour mettre sur pied le 19 juin 2007 une belle manifestation à laquelle ont assisté deux cents participants. A dire vrai, on jouait à guichets fermés car quelques dizaines de personnes ont dû être refoulées faute de s'être inscrites à temps.

Le plat de résistance était un débat, diner-débat, sur le thème « Intelligence économique et Europe » traité par Alain Juillet, le HFIE (haut responsable à l'intelligence économique). En fait le programme de séance a été beaucoup plus complexe.

On peut même parler d'un programme à triple détente...

Pour commencer, le Président Frémaux a remis le **prix Akropolis**, décerné par l'AAINHES à un auteur ayant traité de façon très positive les questions de sécurité.

La commission du prix a choisi de couronner le producteur et animateur de télévision Yves Calvi pour son émission « C dans l'air » sur France 5.

« D'abord, il est sympathique, a proclamé le Président Frémaux. Ensuite, son émission donne vocation à comprendre : politique, faits de société, justice, sécurité, police, il ne laisse rien de côté. Mais la place majeure accordée par Calvi aux questions de sécurité nous a semblé entrer dans la ligne de notre travail à l'association. »

En 2006, le thème de la sécurité est revenu à trente-cinq reprises dans « C dans l'air ».

« Nous partageons les valeurs qui soustendent son émission. Les réponses aux questions sont données en direct, les invités ont intérêt à jouer le jeu, cette émission est à la fois réactive et interactive. Yves Calvi mène et domine le débat, il se conduit en journaliste digne de ce nom. »

Yves Calvi a confirmé cette vision en indiquant que sa conception du journalisme n'était pas idéologique, elle n'implique aucun présumé.

Pour conclure sur ce premier volet, Calvi nous a réservé un petit scoop : il ne s'appelle pas Yves Calvi, il n'est pas corse, il a repris le pseudonyme de son père le musicien Gérard Calvi, Son vrai nom est Kettler, et il est de lointaine origine... hongroise !

A l'automne 2006, Yves Calvi a pris le relai d'Arlette Chabot pour l'émission politique « mots croisés » sur France 2, avant de se voir confier sur France Inter la succession de Frédéric Bonnaud animateur de l'impertinente émission culturelle "la Bande à Bonnaud".

### **La coopération en marche**

Le Président Frémaux a dans la foulée développé son deuxième thème, la deuxième détente du programme, en révélant que les associations d'auditeurs de l'INHES et de l'IHEDN - représenté par René Ochiminutti, Président des auditeurs de l'Union-IHEDN- ont conclu **un accord de coopération à long terme.**

**(je n'ai pas noté le nom exact de ton partenaire IHEDN : Occhipinti ?)**

Le dîner-débat du 19 juin était la première concrétisation institutionnelle de cet accord.

« Nous sommes partis d'une constatation : les trois quarts des auditeurs actifs portent la double casquette des deux instituts. Nous devons apprendre à mieux partager le pain et le vin, à mieux nous connaître, nous avons anticipé en appliquant ce que nous avons appris pendant un an, c'est-à-dire à s'ouvrir vers l'extérieur, à se rassembler, à travailler en réseau sur des thèmes fédérateurs. »

Et enfin le débat sur l'Intelligence économique troisième volet de la soirée..

Nous sommes passés du salon au restaurant où devait se tenir le dîner débat centré sur **l'Intelligence économique et l'Europe**, troisième détente de notre soirée avec Alain Juillet, le Haut responsable à l'Intelligence économique, en vedette américaine, si l'on peut s'exprimer ainsi.

On ne présente plus Alain Juillet, ancien du service Action du SDECE, passé dans le privé d'abord chez Ricard puis chez Marks & Spencer, avant de rejoindre le service public comme directeur du Renseignement à la DGSE, puis le Secrétariat général de la Défense nationale.

Courant de conférences en débats en passant par une multitude de contacts personnels, Alain Juillet apparaît de plus en plus comme le héraut de l'Intelligence économique, l'homme chargé d'implanter dans la culture politique et économique française ce concept fondamental pour le développement économique du pays.

« L'IE, insiste l'orateur, est un outil performant comme support de l'information stratégique, il nous apprend à viser comme cible de recherche celui qui sait. »

Ce soir de juin, son propos était de convaincre l'auditoire que désormais l'IE ne peut prendre son essor que dans le cadre européen, associé à la construction de réseaux de contacts et d'influence.

« Cette ouverture à l'Europe est indispensable, les instituts nationaux doivent exercer dans l'intérêt du Pays, mais avec des responsabilités européennes. »

Après avoir rappelé les étapes qui ont permis à l'IE de se développer, Alain Juillet souligne que la partie est sans doute gagnée dans les 1500 très grandes entreprises françaises qui se sont dotées de leurs propres moyens et n'ont plus besoin du soutien de l'État. Les 109 000 entreprises moyennes - de 10 à 500 employés - sont également convaincues, mais elles doivent aller chercher des appuis dans les institutions telles que les chambres de commerce pour accéder à l'IE. Désormais, il faut penser aux très petites entreprises. Si elles ne peuvent utiliser les techniques d'IE, elles risquent d'être balayées dans les deux ou trois prochaines années.

L'Intelligence économique, souligne Alain Juillet, est un outil d'attaque dans le combat économique international qui doit se dérouler à la loyale, à armes égales entre concurrences française et étrangère. Ainsi, comment lutter contre le débauchage des cerveaux ? Contrairement à ce que l'on peut imaginer, l'IE est directement rentable. Aux Etats-Unis on estime que le retour sur investissement avoisine les 4% du chiffre d'affaires, ce qui est énorme. S'appuyant sur l'exemple d'une contreperformance, Juillet explique comment la France a « perdu » les Jeux Olympiques au profit de la Grande-Bretagne. Les Britanniques ont construit à partir des données de l'IE un plan de bataille plus efficace alors que leurs atouts étaient sans doute moindres !

« La naïveté n'est plus de mise, nous sommes dans un monde multipolaire, où chaque pôle tente de capitaliser sur ses points forts. Il ne faut pas avoir de religion, mais des capacités »

L'orateur prend l'exemple des brevets : une grande partie de l'activité en intelligence économique a pour objectif de contourner la protection censément assurée par les brevets, et aussi comment ne pas payer les redevances associées. Face au danger chacun doit apprendre au mieux ses outils.

Parmi les facteurs anti-concurrentiels, le débateur dénonce la corruption, grave facteur de distorsion. En principe la convention de l'OCDE aurait dû régler le problème. Mais 38 pays seulement ont signé le texte, la France est le seul État à avoir signé dans l'intégralité, tandis que quatre des plus grands pays industriels ont refusé (Israël, la Chine, la Russie et l'Inde) alors que la Grande-Bretagne a assorti son accord de telles réserves qu'elle a largement vidé l'accord de son contenu. Alain Juillet estime d'ailleurs qu'au niveau européen une directive communautaire contraignante serait de rigueur.

Elle ne l'est pas actuellement.

L'orateur s'est particulièrement attaché à développer la question des risques auxquels nombre d'acteurs français ne pensent pas. Risques d'espionnage industriel, concrétisés par l'expulsion récente d'une « étudiante » chinoise et d'un chercheur iranien opérant dans le domaine du nucléaire. Au Japon comme en Chine, le pillage des ressources étrangères ne relève pas de l'espionnage à proprement parler, mais de la solidarité communautaire. Deux nouveaux exemples pour illustrer ce propos, avec d'abord la prise de contrôle d'Arcelor par le groupe sidérurgique indien Mittal.

« Grâce à nos techniques d'IE, tant la DST que le SGDN avaient parfaitement identifié les intentions du groupe indien. Arcelor ne nous a pas écouté. Plus graves encore sont les contre-performances liées aux interceptions sauvages d'information, la France a perdu plusieurs marchés très importants. Il est nécessaire d'être particulièrement attentif à cet aspect des choses. Désormais toutes les plus grandes sociétés du monde peuvent se doter d'énormes moyens d'interception. »

Puis les précautions élémentaires : le SGDN a pris l'initiative de mettre en garde les hauts fonctionnaires et les cadres supérieurs contre l'emploi des terminaux informatiques portables, genre Blacberry ou autres. Ils ne présentent pas la moindre garantie quant à la confidentialité des messages. Or le Ministère des Finances a pris au cours du printemps 2007 l'initiative étrange de distribuer des Blackberry à près de 200 responsables de Bercy. Ceux-ci n'ont pas compris pourquoi on les dissuadait aujourd'hui des les utiliser, ne comprenant pas qu'on parle toujours trop, on est toujours trop indiscret.

L'orateur prend un exemple plaisant : lors d'un récent voyage en train, il s'est trouvé à côté d'un haut cadre qui n'a pas cessé de travailler sur son ordinateur portable tout au long du trajet.

« Il m'a suffi de me pencher un peu pour avoir une connaissance complète de son travail ! »

Les élites françaises aussi bien économiques que politiques semblent manifester un inculture abyssale en matière d'IE.

Alain Juillet complète son propos par un vaste tour d'horizon sur les pratiques de l'IE dans les différents pays européens. Cette pratique est très dépendante des cultures nationales. Cette segmentation est un obstacle : tant que nous n'aurons pas compris l'intérêt du travail en réseau, on n'avancera pas. L'IE doit nous apprendre à travailler ensemble. Cette affirmation est au cœur du message. L'orateur répète et martelle le maître mot : « réseau ». Il faut déterminer comment lancer des passerelles entre les différentes cultures. Une des voies de réflexion est l'exploitation du potentiel offert par les grandes entreprises transeuropéennes, qui doivent nous permettre d'apprendre à travailler ensemble. L'orateur cite naturellement le système Airbus qui réunit des ingénieurs et des ouvriers originaires de onze pays différents. Il soutient que par le biais de ces entreprises l'IE finira par s'imposer. Sans aide de l'État.